

**ALLOCUTION DE MONSIEUR M. OLUSEGUN OLUTOYIN AGANGA, MINISTRE
DES FINANCES ET GOUVERNEUR POUR LE NIGERIA, AUX ASSEMBLÉES
ANNUELLES 2010 DU GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE
DÉVELOPPEMENT, TENUES À ABIDJAN (CÔTE D'IVOIRE)
27 – 28 JUIN 2010**

**Monsieur le Président,
Chers collègues gouverneurs,
Monsieur le Président Kaberuka,
Honorables invités,
Mesdames et messieurs,**

Au nom du Gouvernement fédéral du Nigeria, j'ai le plaisir de m'adresser à la 45^e Assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement et à la 35^e Assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs du Fonds africain de développement, qui se tiennent ici à Abidjan. Je voudrais aussi exprimer ma profonde gratitude au peuple et au Gouvernement de Côte d'Ivoire pour la chaleureuse hospitalité qu'ils ont réservée à ma délégation depuis notre arrivée ici à Abidjan. Ma gratitude va également à la direction et au personnel de la BAD pour l'excellente organisation de cet événement.

L'Afrique et la crise mondiale

3. Monsieur le Président, les Assemblées annuelles de cette année interviennent au moment où l'économie mondiale commence à donner des signes d'une modeste reprise qui, néanmoins, demeure fragile. Certes les conditions sont plus positives en Chine, en Inde et dans les principales économies émergentes, mais les États-Unis sont confrontés à des perspectives d'une reprise non créatrice d'emplois et l'Europe doit faire face à une crise de la dette publique. Nous sommes néanmoins réconfortés de noter que la majeure partie de l'Afrique a relativement bien résisté à la crise financière. L'Afrique subsaharienne devrait enregistrer une croissance de 4,8 % en 2010, contre 2 % en 2009, ce qui nous donne des raisons d'être optimiste pour l'avenir. L'économie nigériane devrait faire beaucoup mieux, avec un taux de croissance supérieur à 7 % cette année. Nous devons néanmoins faire preuve de prudence dans la mesure où la reprise sera en grande partie fonction de la demande sur nos principaux marchés d'exportations. Par ailleurs, l'aide bilatérale pourrait aussi diminuer à moyen terme en raison des baisses de la production et de l'intensification des pressions budgétaires dans les pays donateurs.

4. En fait, la région a d'importantes leçons à tirer de la crise financière mondiale. Nous devons diversifier nos moyens de réaliser des recettes en devises et mieux gérer nos ressources naturelles. Nous devons aussi apprendre à accumuler des excédents en période de forte expansion pour pouvoir faire face aux moments de difficultés économiques.

Le Nigeria et la crise financière mondiale

5. Monsieur le Président, permettez-moi maintenant de vous faire part des efforts que déploie le Nigeria en réponse à la crise économique internationale que nous traversons actuellement. La crise financière mondiale a eu des répercussions considérables sur l'économie nigériane, se traduisant par une baisse des exportations pétrolières de près de moitié au cours de la première moitié de 2009. Cette baisse a entraîné une réduction de nos réserves internationales, qui sont tombées d'un niveau maximum de 62 milliards de dollars en septembre 2008 à 43 milliards de dollars en juillet 2009. De décembre 2008 à janvier 2009, la naira s'est dépréciée de 25 % par rapport au dollar. Le solde budgétaire a dégringolé d'un excédent de 3,7 % du PIB en 2008 à un déficit de 9 % du PIB en 2009. La bourse a enregistré une baisse de plus de 60 %. La conjoncture défavorable a entraîné une réduction des dépenses publiques et la suspension d'un projet d'émission d'euro-obligations de 500 millions de dollars.

6. Le Nigeria a pu résister à la tempête grâce à des économies du compte spécial « Excess Crude » qui a été établi dans le cadre du régime de la politique budgétaire fondée sur le prix du pétrole. Ce compte a permis de maintenir les dépenses et les investissements publics prioritaires, ce faisant, il a été considérablement réduit, passant de plus de 20 milliards de dollars en avril 2009 à 4,3 milliards de dollars en avril 2010. Cette évolution est un signal fort de la nécessité de diversifier nos économies et de réduire la dépendance à l'égard du pétrole.

7. Au cours de l'année passée, afin de remettre notre économie nationale sur des bases plus solides, le gouvernement du Nigeria a continué d'appliquer des réformes dans le secteur financier. Plus particulièrement, les 25 banques du pays ont été soumises à une épreuve de résistance. Suite à cette épreuve, la Banque centrale du Nigeria a remplacé la direction des six banques défaillantes dans lesquelles elle a injecté des fonds pour prévenir une érosion du crédit et de la confiance du public. Asset Management Company of Nigeria (AMCON), une société nationale de gestion des actifs, est en voie d'être mise en place pour reprendre les actifs toxiques des banques. En outre, grâce à un régime de politique monétaire plus souple, les taux interbancaires ont chuté, passant de plus de 24 % au niveau actuel de moins de 2 %. Ces mesures et d'autres réformes connexes du secteur public ont permis de relever le niveau de confiance à l'égard de l'économie nigériane, de sorte que le secteur non pétrolier a été le principal moteur de croissance en 2009.

8. Le gouvernement nigérian entend également réformer le secteur pétrolier. À cet égard, une loi sur le contenu local qui donne aux entrepreneurs locaux les possibilités d'intervenir dans le secteur a récemment été adoptée. En outre, l'Assemblée nationale examine actuellement un projet de loi sur l'industrie pétrolière, qui vise à améliorer l'efficacité et la gestion du secteur, tout en restant attrayant pour les investissements. Ces mesures viennent s'ajouter au programme d'amnistie du gouvernement destiné à stabiliser la région du Delta du Nil. Par ailleurs, le taux de change a été assez stable et la bourse a enregistré une reprise sensible.

9. Pour l'avenir, je suis heureux de vous faire part aujourd'hui des efforts déployés par le gouvernement de S.E. M. Goodluck Ebele Jonathan, GCFR, visant à redynamiser l'économie, la communauté nationale et la société nigérianes. Dans le cadre de Vision 20 2020, tendant à moderniser et à diversifier l'économie nigériane, les priorités immédiates consistent à remettre en état les infrastructures délabrées, notamment en régularisant l'approvisionnement en électricité et en améliorant les routes ; créer des emplois, lutter contre la corruption, garantir la sécurité des vies et des biens, réaliser la paix à long terme dans le Delta du Niger Delta, et assurer des élections libres et équitables et l'état de droit. Ces objectifs peuvent se réaliser et nous sommes déterminés à réussir.

10. Je voudrais maintenant aborder certains des dossiers cruciaux auxquels s'attèle actuellement le Groupe de la BAD.

Augmentation générale du capital et reconstitution du FAD

11. Le Nigeria réaffirme son appui sans équivoque en faveur d'une AGC de 200 % assortie d'une fraction libérée de 6 % et exhorte tous les actionnaires à s'acquitter pleinement de leurs obligations dans les délais. Le Nigeria tient à féliciter le Président de la Banque africaine de développement pour avoir développé des arguments convaincants en faveur d'une augmentation générale de capital.

12. De même, en dépit de l'incidence défavorable de la crise internationale et du contexte budgétaire difficile, le Nigeria lance un appel en faveur d'une reconstitution généreuse du FAD-12 afin d'appuyer les efforts de développement de l'Afrique. Cette reconstitution doit venir s'ajouter à l'augmentation générale de capital et ne doit pas intervenir à ses dépens. Après tout, chaque dollar investi en Afrique a, sur la réduction de la pauvreté et la croissance, un effet multiplicateur supérieur à celui d'un dollar investi dans d'autres régions.

Le Groupe de la BAD et le Nigeria

13. Nous nous félicitons du fait que la Banque, en tant que notre partenaire privilégié, ait décidé de proroger jusqu'à la fin de 2011 la période de son Document de stratégie-pays pour le Nigeria, afin de l'harmoniser avec Vision 20 2020. Au cours des prochaines années, le Nigeria continuera de mettre à profit le soutien de la Banque dans le domaine du développement du secteur privé. Ce soutien permettra de créer des emplois et de renforcer la croissance économique et la gestion des ressources publiques, particulièrement en relevant le niveau des ressources d'origine interne, en renforçant les mesures de sauvegarde fiduciaire et en améliorant les pratiques de passation de marchés.

Le Fonds spécial du Nigeria

14. Comme vous le savez, le Nigeria a le développement de l'Afrique à cœur depuis longtemps. C'est pour cette raison qu'il a créé, en 1976, le Fonds spécial du Nigeria (FSN) en tant que troisième guichet du Groupe de la Banque. Depuis sa création, le FSN a financé au total, dans 31 pays membres régionaux (PMR), 72 opérations se chiffrant à plus de 309 millions d'UC. Nous exhortons donc la direction de la BAD à continuer de s'attacher à administrer et à exécuter efficacement le programme du FSN.

Conclusion

15. Monsieur le Président, chers collègues, Mesdames et Messieurs, c'est à l'Afrique qu'incombe avant tout la responsabilité de son développement. Les partenaires au développement ne peuvent que nous accompagner. Cela est encore plus vrai dans le difficile contexte budgétaire actuel, nos partenaires étrangers étant eux-mêmes confrontés à leurs propres difficultés économiques. Le Nigeria tient à réaffirmer que nous devons tous consolider les efforts de mobilisation des ressources internes et gérer efficacement les coûts, entreprendre les réformes institutionnelles nécessaires pour éliminer les obstacles à la croissance, promouvoir la bonne gouvernance et améliorer l'échange d'idées et d'expérience ainsi que la coopération Sud-Sud et entre pays africains, afin de réaliser des progrès profitables à tous.

16. Enfin, je tiens à féliciter M. Donald Kaberuka pour sa réélection au poste de Président de la BAD. Nous comptons sur le soutien de la Banque à l'Afrique, qui permettra de réaliser une croissance à deux chiffres et de faire reculer la pauvreté.

Je vous remercie.